

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2024- 10 du 31 juillet 2024

En bref

Énergie

1. L'Inde va financer des infrastructures de transport de biogaz pour faciliter son injection sur les réseaux urbains de gaz naturel.
2. L'Inde renforce ses efforts pour développer la production locale d'hydrocarbures.
3. L'Inde poursuit sa stratégie volontariste sur les minéraux critiques, essentiels pour sa transition énergétique.

Transports

4. Le gouvernement indien annonce la création d'un centre de réflexion rassemblant l'ensemble des acteurs de l'industrie maritime indienne.
5. Indian Railways investit 5,2 M USD dans des startups pour améliorer ses services ferroviaires.

Ville

6. Bangalore lance son futur plan climat mais se heurte à des problèmes de gouvernance.
7. La Cour suprême condamne certains états fédérés indiens, notamment Delhi, pour les postes vacants dans les commissions antipollution.

Environnement

8. Le cabinet du Premier ministre indien approuve la signature du Traité international pour la protection de la haute mer et de la biodiversité marine (BBNJ).
9. Delhi va largement améliorer son système de prévisions météorologiques.
10. Le partage des ressources en eau en Asie du Sud face au changement climatique.

Numérique

11. Le secteur public a de plus en plus recours à sa plateforme numérique pour la commande publique.
12. L'Inde rejoint des pays de l'ASEAN dans un programme de la Banque des règlements internationaux pour diminuer les freins aux paiements transfrontaliers.
13. Le ministère de l'Electronique et des Technologies de l'Information (MeitY) attribue un budget de 66 M USD pour la mission IndiaAI sur l'année fiscale 2024-2025.
14. Selon l'Economic Survey 2023-24, le développement de l'IA pourrait avoir des impacts négatifs pour le marché de l'emploi indien.

Énergie

L'Inde va financer des infrastructures de transport de biogaz pour faciliter son injection sur les réseaux urbains de gaz naturel

Lors de la présentation du budget sur l'année fiscale 2024-2025, un nouveau programme du Ministère du Pétrole et du Gaz Naturel doté de 60 M USD pour financer des infrastructures de transport afin de l'injecter dans les réseaux urbains de gaz naturel a été annoncé. L'Inde souhaite mieux valoriser ses déchets : chaque année 62 M tonnes de déchets solides municipaux et 230 M tonnes de déchets agricoles sont produits. Au total, cela correspond à un potentiel de 62 M tonnes de bioCNG (gaz naturel comprimé), soit 9 % de la demande énergétique actuelle.

Cette annonce marque une nouvelle étape dans la stratégie indienne de valorisation énergétique des déchets. Jusqu'alors, la Phase 1 du « Programme biogaz », dans le cadre du « Programme national sur la bioénergie » du Ministère des Energies nouvelles et renouvelables allouait 100 M USD entre 2021 et 2025, pour soutenir les installations traitant les déchets agricoles ou municipaux pour produire des engrais, ou de la chaleur, voire de l'électricité en *off-grid*. En outre, la mission SATAT (Alternative Durable pour des Transports Accessibles) du Ministère du Pétrole et du Gaz naturel porte sur les grandes installations de production de biogaz destiné à être utilisé pour les véhicules.

Désormais, le gouvernement prend en charge les frais pour raccorder certaines installations aux réseaux municipaux de gaz naturel. Il s'agira pour les producteurs de purifier le biogaz en gaz naturel, en portant sa concentration en méthane de 55 % à 85 %. Le gaz naturel ainsi produit sera ensuite transporté par les infrastructures financées par l'Etat. Ce faisant, l'Inde compte réduire ses importations. Actuellement, la capacité de production indienne de biogaz est limitée (5,1 M installations représentant une capacité de 4,4 M mètres cubes de biogaz par jour, soit 47 GW annuels).

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde renforce ses efforts pour développer la production locale d'hydrocarbures

Le budget 2024-25, présenté par le Ministre des Finances Mme Sitharaman le 23 juillet, prévoit deux nouvelles dépenses pour l'exploration d'hydrocarbures par rapport aux années précédentes. D'une part, 40 M USD sont alloués à la mission Anveshan. Cette mission prend la suite du Programme National Séismique (NSP), qui entreprend depuis 2016 l'exploration et la construction de bases de données géologiques des terres continentales indiennes inconnues à travers des relevés séismiques. D'autre part, 46 M USD seront investis dans l'exploration des bassins continentaux étendus de l'Inde.

Pour l'heure, l'Inde importe près de la moitié de son gaz naturel, et 80 % de sa consommation de pétrole brut. La production domestique de pétrole repose sur des gisements sous-marins exploités depuis longtemps. En effet, 28% de la production

nationale de pétrole provient du seul champ « Mumbai High », au large du Maharastra.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde poursuit sa stratégie volontariste sur les minéraux critiques, essentiels pour sa transition énergétique

La Ministre des Finances Mme Nirmala Sitharaman a annoncé lors de sa présentation du budget 2024-25 une Mission sur les Minéraux Critiques, dont certaines mesures ont été présentées. Cette Mission visera à développer la production domestique de minerais stratégiques, à sécuriser l'approvisionnement en minerais critiques à l'étranger via l'acquisition d'actifs et à développer leur recyclage. Les importations de 25 métaux et minerais critiques dont le ferronickel et le cuivre blister seront exonérées de droits de douane (BCD – *basic custom duty*), pour abaisser notamment les coûts de production de l'acier et du cuivre.

L'Inde a besoin d'un certain nombre de minerais stratégiques, pour réduire sa dépendance aux importations dans le cadre de sa transition énergétique. Alors que le déploiement massif de capacités renouvelables est au cœur de la stratégie indienne, le pays est encore très dépendant de ses approvisionnements à l'étranger pour la fabrication des panneaux solaires (nickel, cuivre, germanium), des batteries (nickel, lithium) et des terres rares pour l'électronique et les aimants permanents nécessaires aux éoliennes. La plupart de ces minerais sont aujourd'hui importés de Chine. Par ailleurs, l'Inde souhaite se positionner comme un acteur industriel mondial dans les équipements nécessaires à la transition énergétique (panneaux photovoltaïques, batteries, électrolyseurs).

En août 2023, le *Mines and Minerals Act* de 1957 a été amendé pour encourager la participation du secteur privé à l'exploration et exploitation des minerais stratégiques, en lien avec la découverte récente de réserves de lithium dans le Jammu et Cachemire (5,9 M tonnes). Le Ministère des Mines a lancé dans la foulée les premières enchères pour des blocs de minerais critiques, avec un succès très limité. Pour l'heure, seules 10 des 38 tranches de minéraux critiques (lithium, graphite, manganèse, terres rares...) mises aux enchères ont trouvé preneur. Coal India se démarque avec une politique très agressive sur le graphite. L'entreprise publique a remporté une licence d'exploitation d'une réserve de graphite au Madhya Pradesh et a multiplié les annonces sur son intérêt pour acquérir des capacités de production de graphite à l'étranger (Sri Lanka, Chili, Australie et en Afrique).

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Transports

Le gouvernement indien annonce la création d'un centre de réflexion rassemblant l'ensemble des acteurs de l'industrie maritime indienne

Le 18 juillet 2024, le Ministère des Ports, du Transport Maritime et des Voies navigables a annoncé la création de l'India Maritime Centre (IMC), une plateforme rassemblant les acteurs de l'industrie maritime indienne, jouant un rôle de centre de réflexion pour l'élaboration des politiques et la formulation de recommandations sectorielles. Ce centre s'inscrit dans le cadre de la feuille de route *India Maritime Vision 2030* qui énonce les orientations de la politique indienne en matière de développement portuaire et de transport maritime : modernisation des infrastructures portuaires existantes, amélioration de la connectivité des ports, développement du transport par voies navigables et industrialisation des zones portuaires.

L'IMC a pour objectifs de renforcer la participation de l'Inde au sein de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) ainsi que dans les forums maritimes mondiaux. De plus, l'IMC devrait fournir des analyses et recommandations pour une croissance durable et établirait des plateformes de collaboration et de mise en réseau entre les parties prenantes du secteur. L'institution mettrait aussi en place un fonds de soutien pour l'industrie, y compris pour les startups. Mumbai a été retenue pour héberger l'IMC. Cependant, l'allocation budgétaire pour ce projet n'a pas été précisée dans le nouveau budget présenté le 23 juillet 2024.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Indian Railways investit 5,2 M USD dans des startups pour améliorer ses services ferroviaires

En 2022, le Ministère des Chemins de fer indien a lancé une initiative appelée « Startups for Railways », afin d'adopter une approche décentralisée pour résoudre les problèmes de qualité, de fiabilité et de maintenance des services ferroviaires. Dans le cadre de ce programme, Indian Railways a attribué un total de 439 M INR (5,2 M USD) à 23 projets innovants de startups. Ces dernières travailleront sur la conception de tampons en élastomère, les wagons légers, la surveillance du stress des rails ou encore les technologies d'inspection des voies. Ce financement représente un maximum de 50% du montant total des projets présentés et les startups conserveront les droits de propriété intellectuelle (PI) créés. Une approbation préalable du gouvernement indien sera requise en cas de partenariat entre une start-up indienne et une entreprise étrangère.

[En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus](#)

Ville

Bangalore lance son futur plan climat mais se heurte à des problèmes de gouvernance

Le *Bengaluru Climate Action and Resilience Plan* (BCAP) pourrait permettre à la ville d'atteindre ses objectifs de neutralité carbone en 2050. Ce dernier est composé de

266 actions réparties sur sept secteurs : énergie et bâtiments, transports, déchets solides, qualité de l'air, eau, gestion des eaux usées et pluviales, urbanisme, biodiversité, et gestion des catastrophes. Bien que diverses sources de financement aient été identifiées, tels que des programmes nationaux, des prêts, des subventions pour l'énergie verte, des partenariats public-privé, et des allocations budgétaires, ces fonds restent insuffisants.

Le BCAP se heurte à des défis de gouvernance, notamment l'absence de conseillers municipaux depuis 2020 et le manque d'un budget dédié au climat. Sa mise en œuvre nécessitera une coordination entre divers organismes parapublics avec des mandats différents. Par ailleurs, le plan n'ayant pas de compétences statutaires, il n'est légalement pas contraignant.

Le BBMP (*Bruhat Bengaluru Mahanagara Palike*), l'organe administratif responsable des équipements municipaux et de certaines infrastructures de la région métropolitaine, a constitué une cellule d'action climatique composée de représentants des services concernés. Il s'agit d'une étape importante vers la mise en place d'un appareil institutionnel assurant le suivi et la mise en œuvre des actions prévues.

[En savoir plus](#)

La Cour suprême condamne certains états fédérés indiens, notamment Delhi, pour les postes vacants dans les commissions antipollution

Le 10 juillet, La Cour suprême indienne a réprimandé le territoire de la Capitale Nationale (Delhi) ainsi que ses états voisins de l'Haryana, l'Uttar Pradesh, le Rajasthan et le Pendjab pour avoir rendu les commissions de contrôle de la pollution « inefficaces », certaines d'entre elles fonctionnant avec moins de la moitié des effectifs autorisés. La Cour suprême a demandé aux Chief Secretary des Etats fédérés (directeur général de l'administration de l'Etat fédéré) concernés de présenter dans un délai de trois semaines un plan permettant de pourvoir l'ensemble des postes vacants. La ville de Delhi est la plus en difficulté avec 233 postes vacants sur les 344 postes approuvés au sein de son comité de contrôle de la pollution.

La capitale est confrontée à un problème persistant de pollution, qui s'aggrave en hiver. Au cours de la dernière décennie, Delhi s'est régulièrement classée parmi les capitales les plus polluées du monde, malgré des mesures d'atténuation. Selon un rapport publié dans *Lancet Planetary Health*, environ 33 000 décès par an dans dix grandes villes indiennes (Delhi, Ahmedabad, Bangalore, Chennai, Hyderabad, Kolkata, Mumbai, Pune, Shimla et Varanasi) sont imputables aux niveaux de pollution et Delhi enregistre le plus grand nombre de décès attribuables à la pollution de l'air parmi toutes les villes étudiées, avec une moyenne de 12 000 par an.

En plus du manque d'effectifs au sein des commissions anti-pollution, Delhi est confrontée à d'autres problèmes jugés « inquiétants » par la Cour suprême. Par exemple, les travailleurs sont employés sur une base contractuelle et non pas nommés comme ils devraient l'être. De plus, plus tôt dans l'année, la ville a pris la décision d'abattre des arbres sans l'approbation de l'autorité compétente, et sans fournir de justification jugée acceptable, ce qui constitue une violation de la loi de protection des arbres de Delhi. Enfin, le pays en général fait face à de nombreuses situations de non-respect des directives environnementales de la part d'Etats ou de villes,

particulièrement ceux du Nord-Ouest comme le Pendjab, l'Uttar Pradesh et le Rajasthan.

[En savoir plus](#)

Environnement

Le cabinet du Premier ministre indien approuve la signature du Traité international pour la protection de la haute mer et de la biodiversité marine (BBNJ)

Après vingt ans de négociations pour sa rédaction, le traité *Biodiversity Beyond National Jurisdictions* (BBNJ), est en en voie d'être ratifié par l'Inde. Ce traité international a pour objectif de réduire la pollution en mer, de maintenir la biodiversité des océans et d'assurer la durabilité des ressources marines en dehors des Zones Economiques Exclusives (ZEE). Les eaux internationales représentent 64 % des océans et sont considérées comme des biens communs globaux, ouverts à tous à des fins internationalement légales telles que la navigation, le survol ou encore la pose de gazoducs. Pour atteindre l'objectif de protection des deux tiers de l'océan mondial, le BBNJ introduit un cadre juridique pour la préservation des ressources génétiques marines et le partage monétaire associé. Il institutionnalise les études d'impact, favorise le transfert de technologies marines vers les pays en développement et introduit des outils de gestion par zone.

L'Inde, qui a fait partie de ces négociations, a annoncé ce 8 juillet qu'elle ratifierait « bientôt » le Traité international pour la protection de la haute mer et de la biodiversité marine. En effet, « l'économie bleue » est un enjeu majeur pour l'Inde qui mène une forte politique de soutien aux secteurs qui utilisent des ressources marines pour leur production (par exemple pour l'exploitation de minéraux, de pétrole ou de gaz naturel), tout en tentant d'intégrer des aspects environnementaux par des politiques de lutte contre la pollution plastique ou des projets de préservation des écosystèmes côtiers.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Delhi va largement améliorer son système de prévisions météorologiques

A l'heure où les phénomènes saisonniers sont de plus en plus imprévisibles en raison du dérèglement climatique, la prévision météorologique devient un enjeu majeur pour l'Inde. Le Ministre des Sciences de la Terre a annoncé le 9 juillet l'accroissement significatif des capacités de Delhi en termes de prévisions météorologiques et particulièrement pluviométriques. L'installation de cinquante postes de prévisions automatisés (AWS) en plus des dix-sept déjà existants est prévue, et serait possiblement étendue à cent pour atteindre les standards mondiaux. A cela s'ajouterait l'installation d'un système de calcul à haute performance pour affiner les prévisions (20 petaflops). Le groupe français Atos-Eviden installe pour deux centres de

recherche du Ministère des Sciences de la Terre (à Noïda et Pune) des infrastructures de calcul qui permettront d'affiner les prévisions météorologiques de l'*India Meteorological Department* à Delhi.

Cette initiative s'inscrit dans une démarche de modernisation et d'amélioration du système de prévision météorologiques pour toutes les villes de plus d'un million d'habitants, soutenu par l'*India Meteorological Department* (IMD) et le Ministère des Sciences de la Terre. A terme, la National Capital Region (NCR), comprenant Delhi et ses environs, sera équipée de cent quatre-vingt postes de prévisions automatisés et de trois nouveaux radars. A titre de comparaison, la ville de Mumbai dispose actuellement de deux radars et prévoit d'en installer quatre supplémentaires, tandis que la ville de Chennai en possède déjà trois.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Numérique

Le secteur public a de plus en plus recours à sa plateforme numérique pour la commande publique

Le secteur public indien a doublé ses commandes sur sa plateforme en ligne eMarketplace entre l'année fiscale 2022-23 et l'année fiscale 2023-24, atteignant ainsi 50 Mds USD. Lancée en 2016, cette plateforme centralise les commandes publiques de biens et de services, dont environ la moitié est remportée par des petites et moyennes entreprises. Avec une croissance sur l'année de 205 %, les commandes de services dépassent désormais celles des biens, portées par les commandes d'ordinateurs et de téléphones.

La plateforme ambitionne de devenir la plus importante de son genre dans le monde dès l'année fiscale 2024-25. Elle projette ainsi de dépasser les 85 Mds USD annuels de son équivalent coréen (KONEPS). Afin d'y parvenir, le gouvernement envisage d'inclure sur cette plateforme le recrutement pour certains emplois publics, comme c'est déjà le cas pour la plateforme KONEPS où les contrats de travail représentent les trois-quarts de ses flux, et les appels d'offres pour des travaux de génie civil.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde rejoint des pays de l'ASEAN dans un programme de la Banque des règlements internationaux pour diminuer les freins aux paiements transfrontaliers

La banque centrale indienne (RBI) vient de rejoindre l'initiative Nexus de la BRI (Banque des Règlements Internationaux) qui vise à développer un cadre commun pour l'interopérabilité des systèmes de paiements numériques instantanés (IPS), facilitant ainsi les paiements transfrontaliers. Nexus est conçu pour standardiser la manière dont les IPS nationaux se connectent les uns aux autres. Plutôt que d'établir des connexions personnalisées pour chaque nouveau pays auquel il se connecte, l'opérateur n'a besoin que d'une seule connexion à Nexus. Cette connexion unique permettra à l'IPS d'atteindre tous les autres pays du réseau.

La banque des règlements internationaux (BIS) a récemment présenté les résultats de la Phase III de son projet Nexus, qui portait sur la gouvernance, le modèle économique associé et l'architecture technologique. La RBI rejoint la phase 4 du projet où sont déjà présents la banque centrale de la Malaisie, des Philippines, de Singapour et de la Thaïlande, représentant au total 1,7 Md de particuliers qui pourront à terme avoir recours au système Nexus. La Banque Centrale d'Indonésie poursuit sa participation au projet en tant qu'observateur. Cette annonce s'inscrit dans les efforts de l'Inde pour internationaliser son infrastructure numérique de paiements instantanés (UPI).

[En savoir plus](#)

Le ministère de l'Electronique et des Technologies de l'Information (MeitY) attribue un budget de 66 M USD pour la mission IndiaAI sur l'année fiscale 2024-2025

Le budget 2024-25 du ministère de l'Electronique et des Technologies de l'information (MeitY) inclut une allocation de 66 M USD pour la mission IndiaAI annoncée en mars 2024 et qui est dotée d'un budget total d'1,2 Md USD sur cinq ans. La mission IndiaAI est un programme national visant à démocratiser et catalyser l'écosystème d'innovation en intelligence artificielle en Inde afin de garantir la compétitivité mondiale des startups et des chercheurs indiens en s'appuyant sur sept priorités : les infrastructures de calcul, le développement d'un grand modèle de traduction automatique, une plateforme de données publiques, la formation, des applications fondées sur l'IA dans différents secteurs (santé, agriculture, etc.), des financements dédiés aux startups deeptech et la gouvernance de l'IA.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Selon l'Economic Survey 2023-24, le développement de l'IA pourrait avoir des impacts négatifs pour le marché de l'emploi indien

L'Economic Survey est un document publié annuellement par le Ministère des Finances indien, offrant une analyse des évolutions économiques par le conseiller économique en chef du ministère. Son édition 2023-24 consacre une analyse aux effets de l'intelligence artificielle (IA) sur le marché indien de l'emploi. Si l'IA est une technologie de rupture permettant des gains de production, elle pourrait « *déstabiliser l'emploi dans un certain nombre de secteurs* » notamment ceux caractérisés par des tâches routinières, comme les services clients, très présents en Inde où les multinationales ont délocalisé certains services informatiques. Selon ce rapport, le déploiement de l'IA et la création de nouveaux métiers induits pourraient ne pas compenser les pertes d'emplois indirectes.

Les auteurs du rapport considèrent que l'IA est à la fois source d'opportunités et de risques pour un pays comme l'Inde où le numérique occupe une place primordiale même si à ce stade la pénétration de l'IA dans l'économie indienne reste limitée. Des politiques publiques ambitieuses, en particulier de formation pour les jeunes, seront essentielles pour que le pays puisse tirer parti de cette nouvelle technologie.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>